

Unité Départementale d'Ille-et-Vilaine  
10, rue Maurice Fabre  
L'Armorique  
CS 96515  
35065 RENNES

Rennes, le 04 février 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SABENA TECHNICS DNR et SABENA TECHNICS PAINTING**

Aéroport de Dinard/Pleurtuit/Saint-Malo

BP 90154

35800 Dinard

Références : UD35/2026-71  
Code AIOT : 0005509697

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/11/2025 dans les établissements SABENA TECHNICS DNR et SABENA TECHNICS PAINTING DNR implantés Aéroport de Dinard/Pleurtuit/Saint-Malo - BP 90154 - 35730 Pleurtuit. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SABENA TECHNICS PAINTING DNR
- Aéroport de Dinard/Pleurtuit/Saint-Malo BP 90154 - Bâtiment 23 35730 Pleurtuit
- Code AIOT : 0005509697
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Le site Sabena de Dinard est spécialisé dans la maintenance et l'entretien d'avions civils et militaires.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Rejets atmosphériques dont COV
- Surveillance des eaux souterraines
- Pollutions des eaux souterraines

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Vitesses d'éjection des rejets atmo (suites constats 2021-04 et 2024-04)	Arrêté Préfectoral du 06/02/2013, article 2.10.2 et 2.10.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
3	Surveillance des eaux souterraines (suites constats 2021-06 et 2024-06)	Arrêté Préfectoral du 06/05/2015, article 10.2.5 et 10.3 de l'arrêté préfectoral du 06/05/2015, article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31/12/2024	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Surveillance des rejets aqueux (suites constats 2021-08 et 2024-08)	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 10	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	3 mois
7	Surveillance des rejets - mesures périodiques (suite constat 2024-11)	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1 & 10.1	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Emissions diffuses de COV (suites constat 2021-03 et 2024-03)	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
5	Fréquence de contrôle des émissions atmosphériques (suites constat 2024-09)	Arrêté Préfectoral du 06/02/2013, article 7.2.1.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
6	COV à mention de danger - contrôle (suite constat 2024-10)	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1 – II, article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31/12/2024	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	Levée de mise en demeure
8	Identification des piézomètres (suite constat 2024-13)	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant a réalisé un travail conséquent pour analyser les émissions de COV dans les rejets atmosphériques de ses installations. Ce travail doit se poursuivre notamment pour limiter les pics d'émission constatés en fin d'application.

L'exploitant a par ailleurs fait réaliser un important travail de caractérisation de la pollution autour des anciens stockages de kérosène. Au regard des constats établis par le bureau d'études, l'exploitant doit finaliser sa proposition de plan de gestion avant de le mettre en œuvre.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Émissions diffuses de COV (suites constat 2021-03 et 2024-03)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1				
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions diffuses de COV				
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 11/04/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 26/12/2024</li></ul>				
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Article 9.1 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 :</u> Les émissions de composés organiques volatils des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique n° 1978 ne dépassent pas les valeurs limites d'émission dans les gaz résiduaire et les valeurs limites d'émissions diffuses, ou les valeurs limites d'émission totale, énoncées dans les annexes I et II du présent arrêté.				
	Activité (seuil de consommation de solvant en tonnes/an)	Seuil (seuil de consommation de solvants en tonnes/an)	Valeurs limites d'émission dans les gaz résiduaire(mg C/Nm3)	Valeurs limites d'émission diffuse (en % de la quantité de solvant utilisé)
5	Autres nettoyages de surface, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 2 t/an		75	20
8	Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques, [...] lorsque la consommation de solvant est supérieure à 5 t/an	5-15	100	25

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions diffuses de COV
<b>Constats :</b> Le jour de la visite, l'exploitant a présenté puis transmis le plan de gestion des solvants (PGS) établi au titre de l'année 2024. Celui-ci comporte l'ensemble des éléments attendus pour ce type de document.  L'inspecteur n'a pas de nouvelle observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Vitesses d'éjection des rejets atmosphériques (suites constats 2021-04 et 2024-04)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2013, article 2.10.2 et 2.10.3

Thème(s) : Risques chroniques, Vitesses d'éjection des rejets atmosphériques

Point de contrôle déjà contrôlé :

lors de la visite d'inspection du 11/04/2024

type de suites qui avaient été actées : Avec suites

suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

date d'échéance qui a été retenue : 26/12/2024

Prescription contrôlée :

Article 2.10.2 - Conduits et installations raccordés

N° de conduit	Installations raccordées	Autres caractéristiques
1 à 4	Atelier de peinture	
5 et 6	2 chaudières	Gaz
7	Salle de préparation de la peinture	

Article 2.10.3 - Conditions générales de rejet

	Hauteur [m]	Diamètre [m]	Débit nominal [Nm³/h]	Vitesse minimal d'éjection [m/s]
Conduit n°1	15	1,25	42 026	10,5
Conduit n°2	15	1,25	40 155	10

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/02/2013, article 2.10.2 et 2.10.3				
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vitesses d'éjection des rejets atmosphériques				
	Hauteur [m]	Diamètre [m]	Débit nominal [Nm <sup>3</sup> /h]	Vitesse minimal d'éjection [m/s]
Conduit n°3	15	1,25	44 323	11,1
Conduit n°4	15	1,25	38 752	9,7
Conduits n°5 et 6	2,5	0,055	-	-
Conduit n°7	4	0,45	2 455	4,7
<p>Les débits des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportées à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).</p>				
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les résultats des contrôles des émissions atmosphériques réalisés en 2022 et 2023 avaient mis en évidence une vitesse d'éjection trop faible sur certains conduits des cabines de peintures. L'exploitant avait indiqué que des travaux de modernisation du système de chauffage « make up » avaient été réalisés afin d'obtenir un meilleur équilibre du flux sur la salle (en légère dépression). L'exploitant indique ne pas avoir pu réaliser de mesures en 2025 en raison d'une activité trop faible pour faire fonctionner les installations concernées depuis la visite d'inspection 2024.</p> <p>L'inspecteur maintient donc l'observation dans l'attente de la réalisation de mesures permettant d'attester du retour à la conformité.</p>				
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre en conformité son installation afin que les vitesses d'éjection minimales imposées par l'article 2.10.2 de l'arrêté préfectoral du 6 février 2013 soient atteintes. Par ailleurs, l'exploitant doit veiller à ce que les rapports de contrôle comparent les vitesses d'éjection mesurées à celles imposées par l'AP.</p> <p>L'exploitant transmettra les résultats des mesures réalisées en 2026. Si celles-ci devaient s'avérer non conformes malgré les travaux réalisés en août 2023, il proposera un plan d'actions visant à mettre en conformité ses installations.</p>				
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites				
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant				
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois				

### N° 3 : Surveillance des eaux souterraines (suites constats 2021-06 et 2024-06)

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/05/2015, article 10.2.5 et 10.3 de l'arrêté préfectoral du 06/05/2015 ; article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31/12/2024

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 11/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 31/03/2025

**Prescription contrôlée :**

Article 10.2.5 de l'arrêté préfectoral du 6 mai 2015 :

La surveillance des eaux souterraines est réalisée à partir de 5 piézomètres à une fréquence semestrielle (hautes eaux / basses eaux). Les analyses sont faites sur les paramètres suivants :

- pH,
- BTEX,
- HCT (C5-C40),
- HAP,
- métaux totaux.

Les piézomètres sont identifiés à partir des éléments suivants :

- Nom du piézomètre,
- Code BSS,
- Coordonnées géographiques,
- Masse d'eau prélevée,
- Sites de mesures (profondeurs).

La qualité des eaux souterraines est contrôlée à partir de points de prélèvements existants :

Désignation	Positionnement	Profondeur [m]
PzA	Amont	7
PzB	Aval	7
PzC	Aval	7
PzD	Aval	7
PzE	Aval	7

[...] Les résultats sont transmis à l'Inspection des installations classées dans le mois suivant le contrôle.

La surveillance de la qualité des eaux souterraines sera poursuivie pendant une durée minimale de 5 ans, période au-delà de laquelle la pertinence du maintien de cette surveillance pourra être reconsidérée.



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/05/2015, article 10.2.5 et 10.3 de l'arrêté préfectoral du 06/05/2015 ; article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31/12/2024
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
<p><u>Article 10.3.1 de l'arrêté préfectoral du 6 mai 2015 :</u></p> <p>[...] lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines [...] fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement [...] l'exploitant met en œuvre [...] les mesures nécessaires afin de rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages conformément à la méthodologie nationale relative aux sites et sols pollués.</p> <p><u>Article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31/12/2024 :</u></p> <p>La société SABENA Technics DNR exploitant un site de maintenance et d'entretien d'aéronefs sur l'aéroport de Dinard est mise en demeure de respecter dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de l'article 9.1 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 ;</li> <li>• de l'article 10.3 de l'arrêté préfectoral du 6 mai 2015 et de l'article L.241-1 du Code de l'environnement.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite au constat de la présence récurrente d'une phase organique (kérosène) dans le piézomètre PzB ayant conduit le Préfet à mettre en demeure l'exploitant, celui-ci a mandaté un bureau d'études pour réaliser au cours de l'année 2025 des investigations en vue de déterminer l'origine de la pollution du piézomètre PzB. Ces investigations ont été réalisées autour des anciens stockages de kérosène qui avaient fait l'objet de travaux de dépollution entre 2014 et 2017. Le bureau d'études a remis son rapport et son plan de gestion à l'exploitant datés de septembre 2025. Les investigations menées mettent en évidence une pollution des sols aux hydrocarbures et HAP, une pollution des gaz du sol du COHV, une pollution des eaux souterraines aux hydrocarbures et aux HAP.</p> <p>Le bureau d'études a proposé deux solutions de dépollution. Au cours de la visite, l'exploitant a indiqué qu'il souhaitait mettre en œuvre la seconde option. Il a également précisé qu'il souhaitait, compte tenu de la situation économique difficile liée à un faible niveau d'activité, mettre en place un plan de gestion sur plusieurs années et débiter les travaux en 2028 afin de pouvoir budgétiser les sommes nécessaires à la réalisation des travaux de dépollution. A ce stade, l'arrêté préfectoral de mise en demeure ne peut pas être levé.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Au regard des résultats des investigations menées autour des anciens stockages de kérosène et des hypothèses du plan de gestion présenté, l'exploitant doit proposer un plan de gestion définitif.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 4 : Surveillance des rejets aqueux (suites constats 2021-08 et 2024-08)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 10	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des rejets aqueux	
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 11/04/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 26/12/2024</li> </ul>	
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Article 10 de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 :</u> <i>Article 10.1 - Généralités.</i> L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées au présent titre. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.  <u>Article 10.2 - Surveillance des émissions dans l'eau.</u> Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective et, le cas échéant, lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif prélevé sur une durée de 24 heures.	
DCO (sur effluent non décanté)	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel
Matières en suspension totales	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel
DBO5 (*) (sur effluent non décanté)	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel
Azote global	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel
Phosphore total	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel
Substances spécifiques du secteur d'activité	Semestrielle
(*) Pour la DBO5, la fréquence peut être moindre s'il est démontré que le suivi d'un autre paramètre est représentatif de ce polluant et lorsque la mesure de ce paramètre n'est pas nécessaire au suivi de la station d'épuration sur lequel le rejet est raccordé. Les polluants et substances qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation. [...]	

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des rejets aqueux
<b>Constats :</b> Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué ne pas avoir identifié la source de l'arsenic dans les eaux des lagunes. L'exploitant indique avoir sollicité le BRGM mais ne pas avoir eu de retour. L'inspecteur maintient donc l'observation formulée lors des précédentes visites.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit identifier la source de l'arsenic détecté dans les eaux des lagunes et, le cas échéant, traiter cette source.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 5 : Fréquence de contrôle des émissions atmosphériques (suites constat 2024-09)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/02/2013, article 7.2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des rejets atmosphériques liés à l'activité peinture
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 11/04/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 26/12/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant fera réaliser un contrôle annuel de ses rejets (poussières, COV et dichlorométhane) par un organisme extérieur agréé (sur les 4 cheminées).
<b>Constats :</b> Les contrôles n'ont pas été réalisés pour les émissions atmosphériques du bâtiment 23 faute d'activité. L'exploitant a présenté le rapport de contrôles des émissions des différents postes du bâtiment 8. Les contrôles ont été effectués entre le 10 février et le 2 avril 2025.  L'inspecteur n'a pas de nouvelle observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : COV à mention de danger - contrôle (suite constat 2024-10)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1 – II, article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31/12/2024
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des COV à mention danger
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 11/04/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 31/03/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p><u>Article 9.1 de l'arrêté ministériel du 13/12/2019 :</u></p> <p>II. Composés organiques volatils à mention de danger</p> <p>[...] Les émissions soit de composés organiques volatils auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F, soit de composés organiques volatils halogénés auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H341 ou H351, sont contrôlées dans des conditions maîtrisées, dans la mesure où il est techniquement et économiquement possible de le faire en vue de protéger la santé publique et l'environnement, et ne dépassent pas les valeurs limites d'émission pertinentes fixées dans le présent arrêté.</p> <p>Pour les émissions des composés organiques volatils visés au premier alinéa, lorsque le débit massique de la somme des composés justifiant l'étiquetage visé audit article est supérieur ou égal à 10 g/h (en masse totale des différents composés), une valeur limite d'émission de 2 mg/Nm3 est respectée. La valeur limite d'émission se rapporte à la masse totale des différents composés.</p> <p>Pour les émissions de composés organiques volatils halogénés auxquels est attribuée, ou sur lesquels doit être apposée, la mention de danger H341 ou H351, lorsque le débit massique de la somme des composés justifiant la mention de danger H341 ou H351 est supérieur ou égal à 100 g/h (en masse totale des différents composés), une valeur limite d'émission de 20 mg/Nm3 est respectée. La valeur limite d'émission se rapporte à la masse totale des différents composés.</p> <p><u>Article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31/12/2024 :</u></p> <p>La société SABENA Technics DNR exploitant un site de maintenance et d'entretien d'aéronefs sur l'aéroport de Dinard est mise en demeure de respecter dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• de l'article 9.1 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 ;</li><li>• [...]</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué que les COV à mention de dangers sont utilisés uniquement dans les installations du bâtiment 8. Les concentrations des COV à mention de dangers ont été mesurées lors des contrôles réalisés entre le 10 février et le 2 avril 2025. Celles-ci respectent les valeurs limites fixées par la réglementation.</p> <p>L'inspecteur n'a pas de nouvelle observation. Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure sont respectées.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

## N° 7 : Surveillance des rejets - mesures périodiques (suite constat 2024-11)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1 & 10.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance réglementaire rejets COV
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 11/04/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 26/12/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 9.1 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 :</u>  IV.Opérations de démarrage et d'arrêt  Toutes les précautions appropriées sont prises pour réduire au minimum les émissions de composés organiques volatils lors des opérations de démarrage et d'arrêt.</p> <p><u>Article 10.1 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 :</u>  [...]  Dans les autres cas, des mesures périodiques sont effectuées par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement :  - au moins une fois par an si la consommation de solvants est supérieure à 1 tonne par an ;  - au moins tous les 3 ans si la consommation de solvants est inférieure à 1 tonne par an.</p> <p>Trois valeurs de mesure au moins sont relevées au cours de chaque campagne de mesures.  [...]</p> <p><u>Annexe II de l'arrêté ministériel du 11 mars 2010 :</u>  [...]  a) Durée des mesurages :  Pour les installations fonctionnant de façon continue et sans changement d'allure ou de régime de fonctionnement, sauf en ce qui concerne l'agrément n° 7 visé à l'annexe I du présent arrêté, la durée de chaque prélèvement des émissions de polluants est : <ul style="list-style-type: none"> <li>• pour les polluants dont on détermine la concentration particulaire : au moins d'une heure ;</li> <li>• pour les polluants dont on détermine la concentration gazeuse : au moins d'une demi-heure ;</li> <li>• pour tous les cas (concentration particulaire et/ ou gazeuse) s'il est appliqué une méthode de mesurage comprenant une phase de prélèvement sur site et d'analyse des supports de prélèvement en laboratoire :</li> <li>• adaptée de façon à ce que le blanc de site soit inférieur à 20 % de la valeur limite d'émission ;</li> <li>• et adaptée, de façon à ce que la réalisation des prélèvements et analyses permette d'atteindre une limite de quantification de mesure inférieure à 20 % de la valeur limite d'émission ;</li> <li>• déterminée de façon à être représentative dans le temps du rejet global de l'installation.</li> </ul> [...]</p>

<p>b) Nombre de mesurages :</p> <p>En dehors de la réalisation d'un contrôle QAL2 ou d'un test de surveillance annuel (AST), pour tout contrôle réglementaire des émissions à l'atmosphère des installations classées pour la protection de l'environnement, chaque mesurage est répété au moins trois fois,</p> <p>[...]</p> <p>c) Adaptations pour les installations avec un fonctionnement présentant des variations d'allures sous forme de cycles et pour les installations fonctionnant à différents régimes ou allures de fonctionnement :</p> <p>Pour les installations avec un fonctionnement présentant des variations d'allures sous forme de cycles, la durée du mesurage doit être représentative de la phase ou du cycle à caractériser, et donc doit être au moins égale à la durée de la phase à caractériser ou à un cycle de fonctionnement complet. Afin de respecter les exigences de durées minimales définies ci-dessus, les mesurages couvrent plusieurs phases ou cycles si nécessaire. Dans le cas où une exigence ne peut pas être respectée, la raison doit en être justifiée dans le rapport d'essais.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les contrôles n'ont pas été réalisés pour le bâtiment 23 faute d'activité. L'exploitant a présenté le rapport de contrôles des émissions des différents postes du bâtiment 8, contrôles qui se sont étalés entre le 10 février et le 2 avril 2025. L'organisme de contrôle a cependant précisé dans son rapport que <i>"la faible production du site n'a pas permis de suivre correctement le plan de mesurage contracté. Le nombre et la durée d'essais ont été calqués sur la production."</i></p> <p>Les mesures des émissions du poste A (cabine de ponçage) n'ont cependant pas été effectuées malgré la période de contrôle étendue entre le 10 février et le 2 avril 2025 (mention <i>"Pas de production le jour des mesures"</i> dans le rapport).</p> <p>Les mesures ont été réalisées sur des durées allant de 30 minutes à 1h30 selon l'activité concernée afin d'assurer la représentativité des mesures.</p> <p>Dans sa réponse en date du 20 octobre 2024, l'exploitant a indiqué qu'il <i>"[travaillait] également avec les peintres pour analyses leur processus afin d'identifier la cause du pic de concentration en fin d'application pour mettre en place des actions correctives."</i> L'analyse du rapport de contrôle montre des pics subsistent comme sur le poste B (cabine de peinture) avec une concentration en COV mesurée à environ 38 mg/Nm<sup>3</sup> ou sur le poste F (sas de préparation) avec une concentration mesurée à environ 720 mg/Nm<sup>3</sup>. L'exploitant n'a pas présenté d'analyse quant à l'origine de ces pics lors de la visite.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit poursuivre ses investigations afin d'identifier la cause des pic de concentration en fin de mesures sur certains post et mettre en place les correctifs pour réduire ces émissions au minimum comme le prévoit le VI de l'article 9.1 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

## N° 8 : Identification des piézomètres (suite constat 2024-13)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Repérage des piézomètres
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 11/04/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 26/12/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Tous les forages[...] sont identifiés par une plaque mentionnant les références du récépissé de déclaration.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'inspecteur a constaté que les piézomètres étaient désormais identifiés sur le terrain.</p> <p>L'inspecteur n'a pas de nouvelle observation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite